Delivering **Canada** to the world · Solutions **canadiennes** à des besoins internationaux

Service de maître d'œuvre international – Questionnaire de diligence raisonnable – Projet

S'inscrivant dans le cadre plus vaste de conduite responsable des entreprises (CRE) de la Corporation commerciale canadienne CCC, et conformément au Code de conduite et d'éthique commerciale de la CCC, le présent questionnaire sert à aider la CCC à réaliser son processus de diligence raisonnable en ce qui concerne les capacités administratives, techniques et financières de ses exportateurs ainsi qu'à démontrer l'engagement de la CCC à faire des échanges commerciaux avec des exportateurs qui adhèrent aux pratiques de conduite responsable des entreprises.

L'achèvement de ce document est requis lorsqu'un projet a été identifié et que votre entreprise demande l'assistance de CCC. Lorsque des détails supplémentaires sont requis, veuillez les joindre.

La CCC assurera la confidentialité de tous les renseignements confidentiels et exclusifs qui lui sont fournis par l'exportateur, et elle ne doit pas, sans le consentement écrit préalable de l'exportateur, divulguer des renseignements confidentiels ou exclusifs à toute autre personne, autre qu'à ses représentants qui ont un « besoin légitime de connaître » ces renseignements pour les besoins du projet.

En conformité avec la politique sur la transparence et la responsabilisation de la CCC, la Corporation exigera l'accord et le consentement de l'exportateur pour la divulgation des renseignements suivants pour chaque transaction de vente à l'exportation signée par la CCC :

- Nom de l'exportateur
- Destination des biens ou des services
- Description générale des biens ou des services
- Valeur du projet et devise

Dans les cas où la partie divulgatrice demande également le soutien d'Exportation et développement Canada (« EDC »), la CCC peut accélérer le processus d'examen en transmettant les renseignements pertinents sur l'entreprise et le projet avec ses homologues chez EDC. *Veuillez indiquer votre consentement à la communication de renseignements recueillis dans ce document avec Exportation et développement Canada (EDC) afin d'accélérer le processus de diligence raisonnable, si la participation de EDC devenait nécessaire.* _____ _____ *Signature* *Date*	☐ **Oui** ☐ **Non**

Projet – Diligence raisonnable:

Si le questionnaire du service de maître d'œuvre international (IPC) DDQ – D'entreprise a été remplie à une date antérieure à l'achèvement de ce document, veuillez confirmer que tous les renseignements fournis à le DDQ IPC – D'entreprise sont encore valides. **Si *non*, veuillez joindre** tous les renseignements mis à jour.	☐ **Oui** ☐ **Non/Pièce jointe**

Renseignements sur le projet

Dénomination sociale complète de l'entreprise :	
Nom du projet :	
Nom de l'acheteur :	
Pays de l'acheteur :	
Description et durée estimée du projet :	
Secteur :	☐ Construction et infrastructure ☐ Technologies de l'information et de la communication et technologies propres ☐ Agriculture ☐ Aérospatiale ☐ Défense ☐ Autre _____
Valeur du projet et devise :	
Avez-vous l'intention de fournir des services ou une formation à l'Acheteur dans le pays de l'Acheteur, et / ou avez-vous actuellement ou avez-vous l'intention d'avoir une présence légale dans le pays de l'Acheteur ?	

Veuillez joindre les deux derniers états financiers annuels (pour l'entité qui passe un contrat avec la CCC).	☐ **Pièce jointe**

Veuillez fournir les renseignements suivants, s'ils sont connus:	Attached
• Résumé de la façon dont votre entreprise a pris connaissance de l'activité	☐
• Noms des personnes-ressources de l'acheteur	☐
• Noms des employés clés qui seront en contact avec l'acheteur	☐

Section B1 - Qualifications techniques et administratives

Dans une pièce jointe distincte, veuillez fournir les réponses à chacune des questions suivantes :	Pièce jointe
B1.1 Veuillez fournir une brève description d'un maximum de cinq projets réalisés avec succès à l'étranger, d'une portée (produit ou service) et d'une échelle (taille du contrat ou durée) similaires ou supérieures à celles du projet en question.	☐
B1.2 Le produit livrable du projet en question est-il un « nouveau » produit ou service, ou un produit ou un service n'ayant pas encore été testé? Veuillez expliquer pourquoi.	☐
B1.3 Veuillez expliquer si votre entreprise doit investir dans un nouvel équipement ou une nouvelle infrastructure pour réaliser le projet proposé. De plus, veuillez décrire toute nouvelle capacité (personnel ou expertise) que ce projet pourrait demander.	☐
B1.4 Votre entreprise va-t-elle sous-traiter une partie du contrat d'exportation? Veuillez préciser et indiquer les noms et les adresses des principaux sous-traitants. Si oui, veuillez répondre aux questions B1.5 à B1.8.	☐
B1.5 Quels services, et quel pourcentage de ceux-ci, seront exécutés par les sous-traitants?	☐
B1.6 Certains des sous-traitants ont-ils été recommandés par l'acheteur?	☐
B1.7 Votre entreprise a-t-elle fait preuve de diligence raisonnable à l'égard des sous-traitants? Le sous-traitant a-t-il des politiques de lutte contre la corruption en place, ou a-t-il convenu de respecter les politiques de votre entreprise?	☐
B1.8 Le sous-traitant aura-t-il un contact direct avec l'acheteur?	☐
B1.9 Veuillez fournir votre estimation en pourcentage du contenu canadien du projet.	☐
B1.10 Veuillez commenter les points suivants :	☐
a. Expertise technique globale de votre entreprise (en rapport avec les exigences pour la réalisation de ce projet)	☐
b. Rôle que joue la TI dans le développement et la livraison de votre produit ou de votre service (en lien avec le projet en question)	☐
c. Assurances de la qualité et période de garantie offertes par vos clients qui sont pertinentes au projet en question (p. ex. mises à l'essai préliminaires et essais définitifs avec l'acheteur, ainsi que les modalités et la nature de toutes les garanties proposées, le cas échéant).	☐
d. Tout risque environnemental important ou tout obstacle potentiel à réalisation du projet en question.	☐
B1.11 Au cours des trois dernières années, votre entreprise a-t-elle manqué à ses engagements contractuels dans le cadre d'un projet de nature et d'envergure similaires à celles du projet proposé ici? Si oui, veuillez décrire les circonstances qui ont mené au non-respect des engagements ainsi que les mesures correctives mises en place pour éviter que cela ne se reproduise.	☐
B2.12 Veuillez fournir au moins deux références qui reflètent le plus fidèlement le travail effectué sur des projets similaires au cours des trois dernières années.	☐

Section B2 - Gestion des risques de la chaîne d'approvisionnement – Intégrité et droits de la personne

B2.1 Veuillez fournir une description et le pourcentage de matières premières ou de produits qui seront utilisés pour ce projet qui sont : a) Fabriqués ou produits au Canada b) Fabriqués ou produits à l'étranger (veuillez fournir une liste des pays d'où proviennent les biens)	

B2.2 L'entreprise a-t-elle nommé tous ses fournisseurs de premier niveau? Si oui, veuillez fournir les noms et le principal pays d'activité de ces fournisseurs.	**Oui** ☐ **Non** ☐
B2.3 Votre entreprise a-t-elle des politiques et des processus pour contrôler, évaluer et surveiller les risques pour l'intégrité et les droits de la personne associés à sa chaîne d'approvisionnement (comme la fraude par les tiers, les pots-de-vin et la corruption, le non-respect des normes éthiques, y compris le travail forcé et d'autres enjeux connexes des droits de la personne)? Si oui, veuillez joindre une copie des politiques ou une description du processus de diligence raisonnable, en indiquant les mesures, le cas échéant, que l'entreprise a prises pour gérer et réduire ces risques.	**Oui** ☐ **Non** ☐ ☐ **Pièce jointe**
B2.4 Votre entreprise a-t-elle relevé des risques pour l'intégrité et les droits de la personne associés à sa chaîne d'approvisionnement en lien avec ce projet en particulier? Dans l'affirmative, veuillez fournir des détails.	**Oui** ☐ **Non** ☐

Section B3 – Agents, représentants et partenaires commerciaux

B3.1 Si votre entreprise embauche des agents, des représentants ou des intermédiaires tiers, est-ce qu'elle exécute des activités de diligence raisonnable fondées sur le risque avant de conclure tout accord avec un agent, un représentant ou un intermédiaire tiers? **Si oui, veuillez joindre** un exemple des activités ou des procédures de diligence raisonnable fondée sur le risque exécutées par votre entreprise pour évaluer les agents.	☐ **Oui/Pièce jointe** ☐ **Non** ☐ **S. O.**
B3.2 Votre entreprise a-t-elle, seule ou dans le cadre de toute autre relation d'affaires, retenu des services qui seraient associés avec un agent, un représentant ou un intermédiaire tiers pour ce projet, ou prévoit-elle le faire? **Si oui, veuillez** joindre les documents suivants : a) copie du contrat entre votre entreprise et l'agent; b) copie du rapport des activités de diligence raisonnable fondée sur le risque exécutées en lien avec l'agent (le cas échéant); c) réponses au questionnaire de diligence raisonnable pour un intermédiaire tiers (annexe A) en pièce jointe, si les réponses ne figurent pas déjà dans l'accord avec l'agent ou le rapport des activités de diligence raisonnable exécutées par votre entreprise.	☐ **Oui/Pièce jointe** ☐ **Non**
B3.3 Embauchera-t-on des personnes à l'échelle locale? **Si oui, veuillez joindre** le processus d'engagement.	☐ **Oui/Pièce jointe** ☐ **Non**

Section B4 – Agents publics étrangers

B4.1 Est-ce que des cadeaux ou des avantages, y compris des voyages liés au projet, ont été donnés à tout agent public de l'acheteur? **Si *oui*, veuillez joindre** les détails et la confirmation de la conformité aux lois locales et canadiennes.	☐ **Non** ☐ **Oui/Pièce jointe**

B4.2 Fournissez les noms des principaux représentants ou d'autres personnes-ressources du côté de l'acheteur qui ont échangé avec le fournisseur.	☐ **Pièce jointe** ☐ **S. O.**
B4.3 Existe-t-il une prime ou un programme d'incitation pour les cadres supérieurs, les gestionnaires ou les employés du fournisseur en lien avec le projet? **Si *oui*, veuillez fournir** des détails.	☐ **Non** ☐ **Oui/Pièce jointe**
B4.4 Des intermédiaires tiers ont-ils été requis ou recommandés par l'acheteur? **Si *oui*, veuillez fournir** des détails.	☐ **Non** ☐ **Oui/Pièce jointe**
B4.5 Veuillez fournir les qualifications de fond de tous les intermédiaires tiers qui entreront en contact avec des agents publics étrangers.	☐ **S. O.** ☐ **Pièce jointe**

Section B5 - Certificat de conformité

Le présent certificat constitue un document auquel la CCC peut se fier pour conclure une entente exécutoire avec un acheteur.

Je suis un cadre supérieur de l'entreprise et, à ce titre, j'atteste, au meilleur de mes connaissances, et après avoir effectué des vérifications raisonnables, que les réponses figurant dans le présent questionnaire sont fidèles et exactes à tous les égards importants.

Dans le cadre de l'engagement de la CCC envers la transparence et la responsabilité, j'accepte que la CCC divulgue les renseignements suivants pour toute transaction de vente à l'exportation signée par la CCC qui concerne l'entreprise :

- Nom du fournisseur
- Destination des biens ou des services
- Description générale des biens ou des services
- Valeur du projet et devise

J'ai pris connaissance du document Intégrité – Formulaire de déclaration et de la Politique d'inadmissibilité et de suspension de Services publics et Approvisionnement Canada, et je confirme que notre entreprise ne serait pas déclarée inadmissible ou suspendue, l'empêchant ainsi de conclure un contrat ou un accord immobilier avec le gouvernement fédéral.

J'ai examiné et compris que la CCC attend des entreprises canadiennes qu'elles coopéreront de bonne foi avec les instances devant tout Point de contact national (PCN) pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales qui comprennent une demande d'examen qui nomme l'entreprise.

J'ai examiné et je comprends que la CCC s'attend à ce que les entreprises canadiennes œuvrant à l'extérieur du Canada coopèrent de bonne foi aux procédures devant l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE) concernant une plainte qui nomme l'entreprise.

J'ai examiné et compris le Code pour les exportateurs, j'accepte les principes et j'assurerai son application dans nos opérations. Nous comprenons que nous avons la responsabilité de divulguer toute préoccupation concernant une éventuelle violation du Code pour les exportateurs par le biais du mécanisme de divulgation décrit dans le présent document.

Nous comprenons que la CCC attend des entreprises canadiennes qu'elles prennent toutes les mesures possibles pour respecter la législation canadienne en matière de travail forcé et de chaînes d'approvisionnement.

À l'exception des événements divulgués à la section A7.1 de l'IPC DDQ D'entreprise, ni l'entreprise ni une société affiliée, seule ou conjointement avec des tiers, ni quiconque agissant en son nom, n'a participé, ni participera, à des activités illégales aux yeux d'aucune loi, notamment le *Code criminel du Canada* et la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* ou des lois semblables d'autre pays.

À l'exception des événements divulgués à la section A7.1 de l'IPC DDQ D'entreprise, ni l'entreprise, seule ou conjointement avec des tiers, ni quiconque agissant en son nom, fait l'objet d'une enquête ou d'une accusation, ou a reçu un verdict de culpabilité devant tout tribunal, ou s'est fait imposer des mesures administratives connexes par une instance publique, pour cause de pratiques d'affaires contraires à l'éthique.

En outre, je reconnais et comprends au nom de l'entreprise que :

si, à un moment donné, des éléments de preuve crédibles démontrent qu'une infraction à la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* ou à une loi semblable dans un pays étranger a été ou sera commise, la CCC suspendra toute transaction avec l'entreprise;

si, à tout moment, des éléments de preuve crédibles démontrent qu'une infraction a été commise ou est en train de l'être, la CCC en informera promptement les autorités chargées de l'application de la loi.

Signé le _____ jour de _____ _____, à, au Canada.

_____

(Signature, nom et titre du cadre supérieur du fournisseur)

Énoncé de confidentialité : Les renseignements personnels recueillis seront utilisés pour déterminer l'admissibilité à une entente avec la CCC. Un formulaire incomplet pourrait entraîner l'inadmissibilité de votre entreprise à la passation de contrats avec la CCC. Les renseignements personnels seront conservés dans le Fichier de renseignements personnels de la CCC et seront protégés, utilisés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Aux termes de la *Loi*, vous avez le droit d'exiger que l'on vous communique les renseignements personnels qui vous concernent et de demander que des corrections soient apportées s'ils sont erronés.

Annexe A

Questionnaire de diligence raisonnable pour un intermédiaire tiers

Projet et nom de l'acheteur :

Durée du contrat de l'agent :

1. Dénomination sociale complète et adresse de l'intermédiaire
2. Anciens noms de l'entreprise intermédiaire, le cas échéant
3. Liste des propriétaires et des directeurs du représentant tiers
4. Noms des représentants légaux ou des personnes-ressources principales de l'intermédiaire, ainsi que les employés de l'agent qui participeront au projet
5. Votre entreprise a-t-elle déjà travaillé avec cet intermédiaire ou avec son représentant légal? Si oui, veuillez expliquer.
6. Comment votre entreprise a-t-elle connu l'agent?
7. L'agent est-il le représentant exclusif de votre entreprise dans le pays de prestation des services?
8. Comment l'agent a-t-il eu connaissance de l'activité? L'activité a-t-elle été communiquée à l'agent par un représentant du gouvernement?
9. L'agent participe-t-il aux négociations avec l'acheteur?
10. L'agent participe-t-il à des réunions avec l'acheteur sans la présence de votre entreprise?
11. L'agent fournit-il à votre entreprise des rapports réguliers sur ses activités en lien avec ce projet?
12. Veuillez fournir une description détaillée des services que l'agent fournira en faveur de votre entreprise pendant les négociations ou les activités et la livraison du projet.
13. Comment cet intermédiaire tiers sera-t-il rémunéré? Veuillez indiquer le montant ou le pourcentage qui sera versé à l'agent.
14. L'entreprise remboursera-t-elle l'agent pour ses dépenses?
15. L'agent a-t-il la réputation d'accepter ou de verser des pots-de-vin? L'agent a-t-il fait l'objet d'une enquête pour corruption, pots-de-vin ou fraude dans tout pays?
16. L'agent a-t-il des politiques écrites de lutte contre la corruption?
17. L'agent fournit-il de la formation anti-corruption à ses employés?
18. L'agent a-t-il convenu de se conformer aux politiques de lutte contre la corruption de l'exportateur?
19. Votre entreprise a-t-elle remis une copie des politiques de lutte contre la corruption à l'agent? Si oui, veuillez fournir à la CCC une copie de l'accusé de réception et de l'engagement de se conformer signés par l'agent.
20. L'agent a-t-il demandé une commission excessive, payée en espèces ou autrement irrégulière?
21. L'agent a-t-il demandé que le paiement soit fait dans un compte à l'étranger hors du pays où il mène ses activités ou bien où il est basé, ou a-t-il demandé que les paiements soient versés à une autre tierce partie, à un compte spécial ou au noir?
22. Si l'agent est une personne morale, appartient-elle en partie à un représentant du gouvernement ou à ses proches, ou a-t-elle d'autres liens étroits avec un gouvernement, un organisme gouvernemental ou un représentant du gouvernement?

23. Y avait-il une relation préexistante entre l'agent et l'acheteur?

24. Est-ce qu'un représentant du gouvernement a suggéré d'embaucher cet intermédiaire tiers?